

Le parcours public du Dr Adrien Wyss, soignant, tribun socialiste et coopérateur

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **10 (1994)**

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520190>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE PARCOURS PUBLIC DU Dr ADRIEN WYSS, SOIGNANT, TRIBUN SOCIALISTE ET COOPÉRATEUR

Charles HEIMBERG

Une étude en cours sur les valeurs et la culture du mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle nous a mis sur les traces d'une personnalité particulière et mal connue du premier socialisme local. Ainsi avons-nous eu à nous intéresser à l'itinéraire public du Dr Adrien Wyss (né le 2 mars 1856 - mort le 22 novembre 1938), ce médecin philanthrope, socialiste et coopérateur.

En Suisse, la reconstruction de l'histoire du mouvement ouvrier souffre de la rareté des sources encore disponibles, spécialement pour la période qui précède la Première Guerre mondiale. La comparaison avec des démarches monographiques en histoire sociale dans d'autres pays le met d'ailleurs bien en évidence¹. Ce type de recherches dépend donc largement de fastidieux dépouillements de presse qui ne permettent pas toujours de dégager des vues d'ensemble satisfaisantes et obligent parfois les historiens à se contenter de déductions ou suppositions.

Pour une étude qui s'intéresse moins aux stratégies et débats strictement politiques qu'à des aspects qui leur sont sous-jacents, et contribue sans doute à les déterminer, le maniement de la presse militante est des plus délicat. Il s'agit en effet de chercher à y distinguer ce qui est simple propagande de ce qui relève d'une expression plus sincère; d'éviter le piège de ces textes répétitifs dont le ton et l'organisation répondent à des schémas pré-établis; de choisir enfin quelques débats politiques susceptibles de nous entraîner sur le terrain des valeurs sous-jacentes à l'action politique du mouvement ouvrier (par exemple l'attitude face à l'absinthe, face au travail des femmes, la question des maisons closes, etc.). Par ailleurs, et c'est aussi ce qui nous a amené à l'exemple significatif du Dr Wyss, l'attention portée à un itinéraire particulier, s'il est porteur d'informations révélatrices, permet de canaliser

¹ Voir par exemple Peter Schoettler, *Naissance des Bourses du travail. Un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, pour l'édition française. L'auteur y note dès les premières pages l'abondance des sources à sa disposition tout en ajoutant que leur dispersion ne lui a pas permis d'avoir matériellement accès à tout.

le flux des articles de la presse militante et des activités multiples du monde ouvrier engagé.

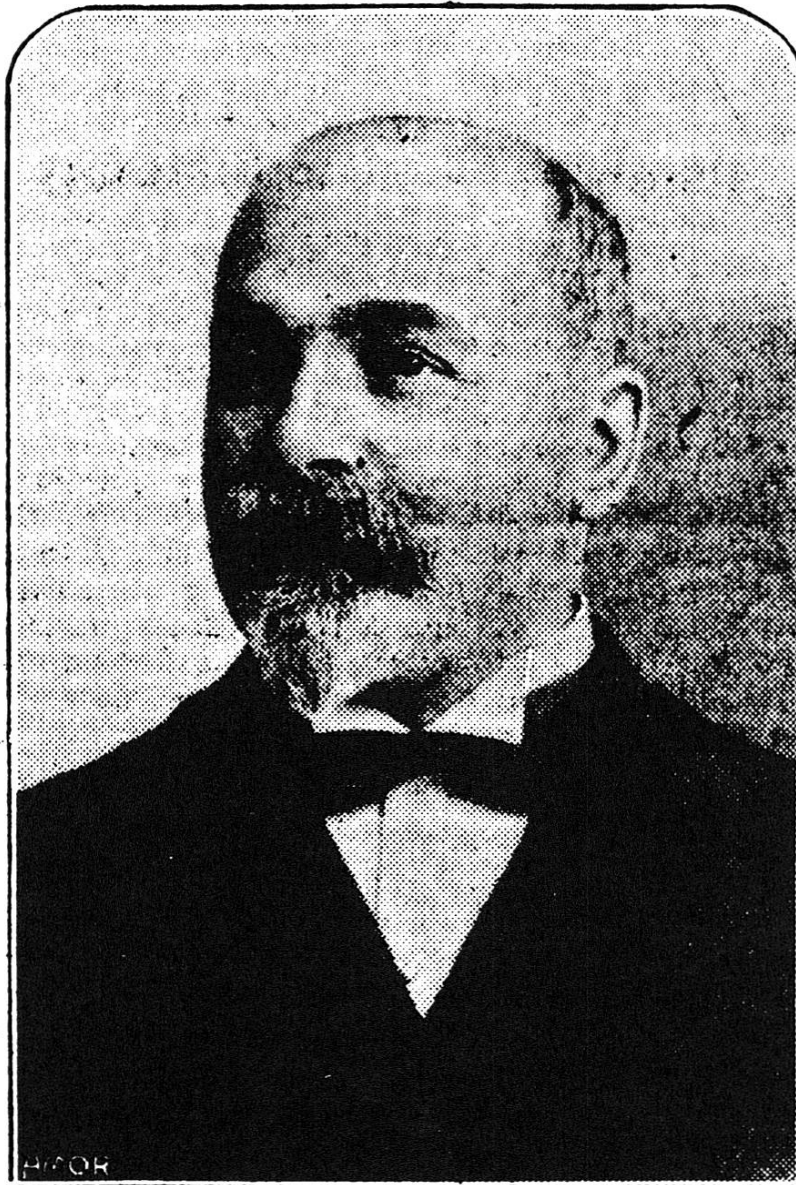
Le Dr Adrien Wyss, un médecin d'origine soleuroise, s'est lancé pour quelques mois dans la politique, sous la bannière radicale², avant de fonder et diriger pendant près d'une décennie la Société genevoise des Samaritains. Au tout début du siècle, il change apparemment de cap et devient très rapidement l'un des ténors du Parti socialiste. A nouveau député au Grand Conseil, le Dr Wyss est surtout très actif sur le plan associatif. Il évolue d'ailleurs toujours plus dans cette direction puisqu'il sera le fondateur et l'«âme» d'un Cercle coopératif communiste, bientôt enrichi d'une boulangerie du même nom, et enfin transformé quelque temps en une Maison du Peuple, structure qui manquait justement au mouvement ouvrier genevois de l'époque.

Lors de son décès à la fin des années trente, soit une vingtaine d'années après l'essentiel des faits que nous allons relater, les hommages qui lui seront rendus ne retiendront guère du parlementaire que son interpellation de 1904 en faveur de l'expulsé Mussolini³; par contre, ils ne manqueront pas de faire allusion à cette expérience coopérative, aux graves ennuis financiers qu'elle lui procura, à la désillusion qui en découla.

Soignant, tribun, coopérateur: c'est autour de ces trois termes que nous allons évoquer quelques aspects marquants de la vie publique, politique et associative, de cet homme, surtout pour la période allant de 1902 à 1912. Conditionnée en partie par notre intérêt à l'égard des valeurs du mouvement ouvrier, mais aussi de la problématique du lien entre philanthropie bourgeoise et engagement social ouvrier, cette approche biographique est donc délibérément partielle. Elle vise néanmoins à restituer l'essentiel de ce qu'a apporté le Dr Wyss à la population genevoise et à son mouvement ouvrier.

2 Il est né à Kappel, naturalisé genevois en 1884, député au Grand Conseil en 1888-1890. Il retournera sur les bancs du parlement cantonal de 1901 à 1913, cette fois sous les couleurs du Parti ouvrier socialiste dont il sera l'un des dirigeants locaux. Ses nécrologues indiquent qu'en 1888, il s'était engagé au niveau parlementaire au nom de la Société du Grütli, mais la presse de l'époque ne confirme guère cette affirmation. A notre connaissance, il n'a notamment, bien que député, jamais signé de proclamation électorale au nom de ladite Société.

3 Quelques jours après la célébration genevoise de la Commune de Paris où il a pris la parole, Mussolini est arrêté par la police cantonale parce que l'échéance de validité de son passeport est falsifiée. Il est alors expulsé du canton et envoyé au Tessin, mais il parvient à rester en Suisse en s'annonçant comme réfractaire à l'armée italienne. Sur cet épisode, voir Renzo de Felice, *Mussolini. Il rivoluzionario. 1883-1914*, Turin, Einaudi, 1965, pages 34-37.



Le Dr Adrien Wyss [1885-1938], photographie AMOR parue avec la nécrologie qui lui est consacré dans la «Tribune de Genève» du 24 novembre 1938.

Le soignant

Avant d'être un homme politique, Adrien Wyss a d'abord été un médecin. Cette affirmation ne vaut pas seulement par le fait que la période qui précède son engagement frénétique dans le socialisme correspond aux plus de dix ans passés à la tête des Samaritains genevois (sans compter que, retiré complètement de la politique, il restera encore longtemps actif dans sa profession); elle se justifie également par la place toujours occupée dans son esprit par les questions d'hygiène, de santé, de bien-être de la population.

A l'origine de son action pour les Samaritains, la Société du Grütli lui avait demandé d'organiser des cours de premiers secours destinés à la population ouvrière. Ses auditeurs de l'été 1889 s'étaient ensuite constitués en Société en janvier 1890. Il est sans doute utile de rappeler ici l'objectif du mouvement samaritain: former des volontaires aux actes de premiers secours, «*en attendant le médecin*», afin d'assurer une présence et une assistance dans les grandes manifestations publiques et en cas de catastrophe. Laissons pourtant au médecin-directeur des samaritains le soin de nous en dire l'essentiel, et de nous en transmettre la dimension hiérarchique:

«La rapidité et l'efficacité des soins d'urgence que nous pouvons être appelé à porter en cas de catastrophe suppose l'organisation préalable d'un ensemble de personnes formant corps, pénétrées de l'esprit de subordination et habituées à une bonne division du travail.»⁴

Dans la mémoire de la Société, exprimée par le biais d'une brochure commémorative de 1979⁵, les premiers temps sont ceux d'une large distribution de sérum lors de l'épidémie de diphtérie de 1894, et d'une démonstration d'efficacité au moment de l'Exposition nationale de 1896. Plus tard, en août 1909, la fameuse explosion de l'Usine à gaz de la Jonction permet de démontrer une fois pour toutes l'utilité de la Société.

Au début, faute de locaux, des postes de secours doivent être installés auprès de la police, avant que la Société ne s'installe dans le cabinet du Dr Wyss, là où il va lui-même organiser une «clinique gratuite» pour assurer des soins aux plus démunis. Entendons-nous bien. Le Dr

4 Dr Adrien Wyss, in *Rapport du Directeur pour l'année 1893*, Genève, Société des Samaritains, 1894, page 14.

5 *Société des Samaritains de Genève, 90ème anniversaire. 1889-1979. Petite chronique sur un ton rétro*, Genève, Société des Samaritains, 1979.

Wyss a une famille et de nombreux enfants à nourrir. Ses activités philanthropiques et ses soins gratuits ne couvrent donc qu'une partie de son temps de travail, ce qui est d'ailleurs assez courant à l'époque. Tous les témoignages semblent s'accorder pour souligner sa grande générosité et son dévouement. Quant à la Société des Samaritains, il y est véritablement le maître à bord, même si sa participation aux séances n'est pas absolument régulière compte tenu d'une probable surcharge de travail. Il y organise notamment de nombreux cours, et s'y montre un animateur très écouté, qui finit par être identifié dans les faits à la Société.

Après une décennie, le Dr Wyss quitte pourtant sa fonction d'une manière un peu brutale. En dehors d'une possible lassitude, ce fait s'explique par les difficultés rencontrées quant à la gestion financière de la Société. Les procès-verbaux des Samaritains⁶ nous apprennent en fait qu'une première crise a déjà éclaté fin 1896, après la période agitée de l'Expo. Une facturation confuse et des quiproquos quant au paiement du loyer de locaux qui étaient communs aux Samaritains et à leur Directeur provoquent en effet de fortes contestations au sein du Comité. Le Dr Wyss a vraisemblablement beaucoup dépensé pour la Société, mais il a commis l'indélicatesse de s'octroyer le reliquat d'une souscription de 1894 pour l'acquisition de sérum antidiphthérique. Il va finalement rembourser la somme et on le priera de n'être plus désormais qu'un Directeur médical. Cette affaire, qui nous semble témoigner avant tout de pratiques comptables et financières teintées d'amateurisme, et de difficultés matérielles découlant en fait de cette grande générosité, va resurgir à plusieurs reprises dans la carrière du Dr Wyss. Elle lui coûtera indirectement un poste de médecin-adjoint à l'Hôpital Cantonal, et elle l'éloignera en fin de compte de ce qu'il a créé.

En 1901, des rumeurs malveillantes atteignent la Société des Samaritains à propos de son Directeur médical. Il semble qu'elles proviennent du président de la Commission administrative de l'Hôpital Cantonal, le Dr Porte, conservateur catholique et adversaire politique de Wyss. Elles ont pour conséquence que le Comité, entièrement renouvelé depuis 1896, apprend avec stupeur les faits de cette époque. Une enquête établit l'intégrité du Dr Wyss mais ne nie pas ses mal-adresses. Le Directeur des Samaritains est certes blanchi, la Société s'en tire à bon compte, mais les dégâts sont irrémédiables et, malgré

⁶ La Société des Samaritains de Genève a conservé tous les registres contenant les procès-verbaux manuscrits des séances de son Comité et de son bureau; elle nous a permis de les consulter et nous l'en remercions.

l'artifice d'un titre de Directeur honoraire, la carrière samaritaine de Wyss est bien terminée. Or, ces faits surviennent à l'époque de son retour au Grand Conseil, sous l'étiquette socialiste, et l'on peut se demander si cela ne les explique pas.

La lecture des procès-verbaux de la Société au moment de cette crise illustre la personnalité du Dr Wyss. Il va provoquer lui-même les enquêtes afin d'être lavé de tout soupçon. Il va bien sûr mettre en avant son dévouement et les sommes dépensées pour la Société, qu'il parviendra à mettre en évidence. Il va même offrir une porte de sortie au Comité en présentant sa démission du Conseil médical sous prétexte de ses nouvelles charges au Grand Conseil. Pourtant, peut-être sous l'effet d'un soutien incondicional apporté par quelques dames admiratives de la Société, il va tenter vainement un ultime retour en se présentant quand même lors de l'élection du Conseil médical, après avoir réclamé qu'on lui restitue, avec les intérêts, la somme du fameux reliquat qu'il n'aurait jamais dû remettre. Ce «coup de gueule» ne débouchera sur rien de concret, et l'on peut donc dire que là, le fondateur des Samaritains a véritablement raté sa sortie.

L'engagement du Dr Wyss sur le plan médical, outre les soins gratuits qu'il continuera de prodiguer dans son cabinet, se poursuivra dès lors au sein du parlement cantonal et dans le mouvement socialiste. Parmi ses premières interventions, on notera par exemple le projet d'une enquête sur la salubrité des logements ou l'interdiction des peintures à base de plomb. Il aura aussi l'occasion d'affronter à nouveau le Dr Porte à propos de la gestion de l'Hôpital Cantonal et de ses locaux. Enfin, il s'exprimera encore en tant que médecin socialiste, sur des problèmes de société comme les ravages de l'absinthe ou les maisons closes, thèmes où son avis sera sollicité en rapport avec sa profession. Il tiendra d'ailleurs particulièrement à cette identité puisque toutes ses interventions politiques seront signées du *Docteur Adrien Wyss*.

L'*Almanach du Progrès* pour 1907 et 1908, une publication socialiste romande, contient une rubrique intitulée «Causerie du Docteur» et signée par le député genevois, lequel fait valoir à cette occasion son titre de privat-docent de l'Université; les articles portent sur la tuberculose et la diphtérie au sujet desquelles sont donnés des conseils pratiques de prévention, mais ils ne débouchent pas sur des conclusions politiques. Dans le même domaine, Wyss a aussi diffusé des vaporisateurs pour le traitement des tuberculeux qui n'avaient pas les moyens de fréquenter l'air pur d'un sanatorium et prétend avoir ainsi obtenu de bons résultats thérapeutiques.

Le dévouement de Wyss a parfois été contesté par ses adversaires, notamment lorsqu'il commit la maladresse, rapidement corrigée, de republier trop tôt des annonces publicitaires pour sa clinique dans une

Tribune de Genève alors mise à l'index à la suite de licenciements collectifs⁷. Quelles que soient ses limites, et compte tenu de la forte personnalité du personnage, il nous semble pourtant que ce dévouement est incontestable. Beaucoup plus tard, après sa retraite politique, le Dr Wyss restera d'ailleurs un soignant actif, y compris à l'âge de la retraite. Il créera notamment la revue *Vivre*, une petite publication d'hygiène médico-sociale, au début des années vingt.

Le tribun

« - Décidément, docteur, vous devenez trop rouge, me dit l'autre jour une de mes anciennes clientes, venue me voir moins pour me consulter - elle jouit actuellement d'une excellente santé, - que pour me parler politique, car elle avait appris par une amie que j'étais devenu un «affreux socialiste». »

Cette anecdote, racontée par le Dr Wyss dans le journal socialiste *Le Peuple de Genève*⁸, est révélatrice du tournant que l'auteur vient d'effectuer dans sa vie. Du jour au lendemain, il est devenu l'un des principaux moteurs du parti ouvrier socialiste. Cette irruption brutale à la tête du socialisme genevois laisse d'ailleurs supposer des liens plus anciens avec le parti, même s'ils n'étaient pas publics et n'apparaissent pas dans nos sources.

L'emploi du terme «tribun» vise ici à souligner, pour cette période de sa vie, la capacité du Dr Wyss de tenir des discours enflammés et mobilisateurs sur les sujets les plus divers. Quelques-uns sont fidèlement reproduits dans la presse socialiste, et l'existence de beaucoup d'autres nous est suggérée par les très nombreuses réunions ou fêtes qui sont alors présidées par le médecin, notamment les célébrations du 18 mars (le souvenir de la Commune est alors commémoré avec ferveur), du 1er Mai, ou encore, pour les seuls socialistes, cette curieuse fête qui se déroulait fin août au pied du Salève pour rappeler le duel au cours duquel périt en 1864 le fondateur de la social-démocratie allemande, Ferdinand Lassalle.

Certes, s'il y a un «tribun» socialiste genevois décrit traditionnellement comme tel dans l'historiographie, ce serait plutôt Léon Nicole. Par ailleurs, il est évident que les propos alertes du Dr Wyss sont large-

⁷ Voir sa justification dans *Le Peuple* du 18 décembre 1909 où il indique que «le gain réalisé grâce à cette publicité [lui] permit de payer les frais assez élevés de [sa] polyclinique gratuite» (argument dont certains ne manqueront pas de relever qu'il faisait en plus une belle publicité à la *Tribune*).

⁸ Dans son édition du 4 juillet 1903 («Interview à une future socialiste»).

ment déterminés par les contextes dans lesquels ils sont prononcés, qu'ils relèvent des nécessités d'un rôle et répondent à des exigences préétablies liées à une fonction politique. Nous verrons donc que, derrière ce «tribun-là», se trouve surtout un réformiste avide de réalisations concrètes et rapides, un homme chez qui, en fin de compte, le soignant, le «tribun» et le coopérateur ont toujours cohabité.

Il nous faut par également souligner qu'avec Adrien Wyss, le «tribun» n'est pas toujours un stratège. En effet, dans la plupart de ses interventions publiques, s'il a accepté de se mettre au premier plan, rôle qui ne lui a jamais déplu tout au long de sa carrière, il n'a pas vraiment joué un rôle dirigeant, ni proposé de lui-même une véritable stratégie politique à son public. Il a un peu touché à tous les sujets, en essayant pour chacun d'eux d'imaginer des solutions aussi immédiates que possible. Il l'a d'ailleurs fait parfois avec une certaine légèreté, en avançant des chiffres fantaisistes ou des affirmations imprudentes qui seront ensuite démenties comme lorsqu'il tente au Grand Conseil d'interdire les peintures à base de plomb⁹. Certes, il a défendu une vision d'ensemble du militantisme socialiste en insistant sur la complémentarité de l'action politique, du syndicalisme et du coopératisme; mais c'était souvent pour justifier son engagement dans le troisième pôle de cette fameuse trilogie ouvrière.

L'un de ses éditoriaux dans *Le Peuple* est d'ailleurs très parlant, c'est celui du 14 novembre 1903 qui commente la non réélection de Fritz Thiébaud, le premier conseiller d'Etat socialiste de Suisse¹⁰. Il y prône un rapprochement du Parti et des syndicats et un clair engagement dans la coopération socialiste. Il est vrai que l'on sort alors d'une longue grève des maçons où le Dr Wyss, qui n'a pas ménagé ses efforts de dialogue à l'égard des courants syndicalistes révolutionnaires, est apparu comme le dernier interlocuteur socialiste possible aux yeux de ces ouvriers révoltés¹¹.

L'un des thèmes stratégiques sur lesquels Adrien Wyss s'est souvent prononcé donne lieu à bien des contradictions: c'est celui des liens

9 Voir notamment le *Mémorial du Grand Conseil (MGC)*, séance du 9 octobre 1907, Annexes, pages 710 et suivantes.

10 Confronté à plusieurs grèves au cours desquelles il ne s'est guère démarqué de ses collègues bourgeois, et adepte d'une loi sur les conflits collectifs violemment combattue dans les milieux syndicaux et guère efficace dans les faits, Thiébaud est loin d'avoir fait l'unanimité dans le mouvement ouvrier avec son action gouvernementale.

11 A propos de cette grève, voir notre article, «Quelques militants, un poète et des ouvriers déracinés dans un dossier de police sur la grève du bâtiment de 1903 à Genève», in *Cahier d'histoire du mouvement ouvrier*, no 9, 1993, pages 39-55.

entre socialistes et radicaux. Pour Wyss comme pour les autres socialistes, la culture politique radicale reste très influente. C'est par exemple le cas lorsqu'il use de références historiques nationales ou genevoises dans ses textes ou discours, à propos des héros populaires et mythiques de la Suisse médiévale et centrale, ou même de l'Escalade genevoise¹². Son éditorial du 13 mai 1905 aborde par ailleurs la question de la lutte des classes à laquelle les radicaux demandent aux socialistes de renoncer:

«Le but final de la lutte de classe et de la révolution sociale qui lui est inséparablement liée est la socialisation des moyens de production, l'abolition du patronat et l'instauration d'une société collective ou communiste.

La tactique que le prolétariat socialiste emploiera pour atteindre ce but peut et doit nécessairement varier suivant les circonstances.»

L'histoire tumultueuse du lien entre radicaux et socialistes, après l'expérience gouvernementale de Fritz Thiébaud, permet à cette fameuse variation *«suivant les circonstances»* d'être pour le moins vérifiée dans les faits. Si l'auteur se félicite ici de l'indépendance du socialisme à l'égard des forces bourgeoises, cela ne l'empêchera pas trois ans plus tard, par exemple, de prôner une entente électorale avec les radicaux sur le plan fédéral qui *«rapprochera du socialisme une importante fraction de la population»*¹³. Plus généralement, si Wyss sait se distinguer en prenant la défense du monde ouvrier, il sait aussi se fondre dans un moule consensuel, comme dans l'affaire du projet de percement d'un tunnel à la Faucille, qui a finalement échoué au grand désespoir des Genevois, et pour laquelle il s'est beaucoup engagé¹⁴.

Cela étant dit, il nous faut tout de même souligner combien ces fluctuations, cette difficulté à s'émanciper pleinement du joug de ce monde radical dont le mouvement ouvrier et social est en partie issu, ne

12 Voir par exemple «Le troisième centenaire de l'Escalade», in *Le Peuple de Genève*, 5 avril 1902; L'Escalade y est présentée comme «un des points culminants des luttes séculaires que la cité des bords du Rhône a eu à soutenir [...]. C'est [...] la lutte du faible contre le fort, la lutte de la liberté communale et populaire contre les oppresseurs et les tyrans». On sait pourtant que cette célébration n'aura pas lieu à la date prévue suite à la grève générale cantonale de l'automne 1902.

13 *Le Peuple de Genève*, éditorial du 31 octobre 1908.

14 Voir notamment ses éditoriaux dans *Le Peuple* des 7 février 1906 et 6 octobre 1909.

concernent pas en particulier le seul Adrien Wyss, mais valent en général pour tout le socialisme genevois.

Le médecin genevois a beaucoup insisté, notamment au Grand Conseil, sur la nécessité de développer la prévoyance sociale. Il est ainsi à l'origine d'une initiative cantonale socialiste en faveur d'une assurance-incendie obligatoire qui connaîtra un cuisant échec devant le peuple¹⁵. Pour ne prendre qu'un autre exemple, lorsque le 24 juin 1903 il plaide pour les vacances ouvrières, en se montrant d'ailleurs sur ce point bien en avance sur son temps, il affirme avec véhémence que *«la santé de l'ouvrier est un capital vivant d'autant plus précieux à entretenir qu'une fois perdu il ne se remplace plus comme on remplace le capital-argent»*. Il propose donc d'organiser des séjours de détente pour le monde ouvrier en envisageant, explicitement et selon son habitude, un financement *«partie par l'ouvrier, partie par le patron, partie aussi par les caisses des syndicats ou des sociétés de secours mutuels, partie enfin par des dons»*. Fait significatif, dans le même article, Wyss annonce qu'une réunion sera probablement convoquée à ce sujet; mais, pour cette fois, nous n'en avons pas trouvé trace ultérieurement.

Ce terrain très concret des réformes économiques et sociales va être de plus en plus privilégié dans les préoccupations publiques du médecin. Il entend améliorer dans l'immédiat le sort du monde ouvrier, il aspire à des réalisations concrètes, et il commence probablement à se lasser de certaines querelles politiques un peu stériles. C'est d'ailleurs dans ce contexte que la coopération va devenir la dimension prépondérante de notre personnage, après seulement quelques mois d'engagement politique dans le socialisme.

Le coopérateur

Le dernier volet par lequel nous allons aborder la personnalité du Dr Wyss, celui de la coopération, est probablement celui qui intéresse le plus notre recherche, d'autant plus que le député socialiste y adjoindra les questions de l'enseignement populaire et de la Maison du Peuple.

Dans les premières années du siècle, le mouvement ouvrier genevois présentait une sorte d'anomalie: il n'avait pas été capable de se doter d'une Maison du Peuple. Ce n'était pourtant pas faute d'avoir essayé. Malheureusement, dans un contexte de tensions et de divisions, spécialement entre socialistes et syndicalistes révolutionnaires, des pro-

15 Cette initiative est présentée en 1907 (voir les articles de Wyss des 23, 26 et 28 février) et donnera lieu à une campagne virulente.

jets inconciliables se sont télescopés dans les années 1896 à 1900¹⁶. L'un, soutenu par des philanthropes bourgeois et animé par des syndicalistes, envisageait une structure ouvrière d'où devait être exclue toute velléité d'y introduire des discussions politiques. Du point de vue des socialistes, cet engagement d'apolitisme était inacceptable et l'on se voulait indépendant des financements bourgeois. Mais les adversaires des socialistes ne manquaient pas de relever qu'ils étaient de toute façon très liés aux radicaux, en particulier avec leur conseiller d'Etat minoritaire, et n'avaient donc guère de leçons à donner en matière d'indépendance politique. En réalité, ce débat stérile cachait mal les difficultés profondes du mouvement ouvrier local à s'émanciper des secteurs les plus éclairés de la bourgeoisie pour développer une dynamique et une culture propres; de ce point de vue, on est donc vraiment tenté de renvoyer dos à dos les adversaires de cette étrange querelle.

Dans un domaine parallèle, celui des cours populaires, appelés aussi «Extension universitaire»¹⁷ et destinés à apporter toutes sortes de connaissances à la classe ouvrière, de nombreuses tentatives ont aussi été effectuées. Forte d'un legs de 1873 destiné à ce type d'activité, la Ville de Genève avait créé les cours Bouchet et, deux décennies plus tard, de jeunes universitaires avaient tenté de relancer une machine déjà fort grippée¹⁸. Les socialistes et, dans une moindre mesure, les syndicats avaient aussi tenté l'expérience de cours hivernaux qui étaient plus engagés et comprenaient l'enseignement d'une histoire universelle socialiste¹⁹. De telles structures d'enseignement ont pourtant eu toutes les peines du monde à se stabiliser et à durer.

Dans ses articles du *Peuple*, Wyss fustige régulièrement le protectionnisme et les mesures douanières qui frappent en premier lieu les consommateurs. Ce thème, courant dans le monde socialiste de

16 Pour les modalités du projet suscité par des philanthropes bourgeois, voir *La Maison du Peuple et la Coopération des Idées*, par «Un ami de la Maison du Peuple», Genève, novembre 1899. Consulter également la thèse de Mario Scascighini, *La Maison du peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1991.

17 Sur cette notion, voir la brochure d'Eugène Pittard, *Extension universitaire*, Genève, 1898.

18 A ce sujet, on peut consulter Robert Dottrens, «A propos du IVème Centenaire de l'Université de Genève. L'Université Ouvrière de Genève», in *Revue syndicale suisse* (1959), tiré à part, Berne, Union syndicale suisse, 1960; *Education et Formation en Milieu Ouvrier*, recueil d'articles publiés par l'Université Ouvrière de Genève, Neuchâtel, La Baconnière, 1980.

19 Cours donné par Jean Sigg en 1900-1901 dont il est éminemment regrettable qu'il n'en reste que le plan publié dans la presse socialiste, par exemple en dernière page du *Peuple de Genève* le 5 janvier 1901.

l'époque, prend une importance croissante dans ses écrits, et il n'est pas étonnant qu'il en vienne à s'intéresser toujours plus à la coopération. De nombreux articles viennent ainsi plaider pour cette forme de résistance et d'auto-organisation économique des ouvriers. Wyss y est particulièrement insistant sur le fait qu'il ne veut pas d'une coopération neutre, qui permet certes d'abaisser les prix mais redistribue l'ensemble des éventuels bénéfices sous forme de ristourne à tous ses membres. Il prône une forme socialiste de coopération, qui choisisse de renoncer à la ristourne, et d'utiliser l'éventuel bénéfice à des œuvres pionnières de prévoyance et d'émancipation sociales (en l'occurrence, des assurances de toutes sortes).

C'est le 27 avril 1904 qu'il est pour la première fois question dans *Le Peuple* d'un projet de Cercle coopératif ouvrier, «à base communiste», qui servirait dans un premier temps de lieu de réunion et de détente «à l'usage des divers groupements ouvriers de Genève». Dès le départ, le Dr Wyss en est la cheville ouvrière. Son engagement dans ce projet n'est pas anodin, et il nous en fournit sans doute la clé le 28 juin 1906, lorsqu'il écrit dans *Le Peuple* que «la propagande par les paroles, c'est bien, mais que la propagande par l'exemple, c'est mieux».

«Partout, il se trouve des camarades - peut-être suis-je moi-même du nombre - qui, en de beaux gestes, en des phrases bien tournées, en des discussions sans fin, ne cessent de prêcher aux autres l'évangile nouveau. La masse écoute, applaudit des deux mains, puis, sceptique, aimerait, par des faits tangibles, par des œuvres vives, voir réaliser un peu de ce mieux-être, de ce bonheur futur qu'on ne se lasse pas de lui promettre.»

L'été 1904 est ainsi consacré à la discussion d'un projet de statut du Cercle communiste: on y trouve la volonté de créer des œuvres d'éducation populaire et des services coopératifs; ainsi qu'un article irrévocable empêchant toute redistribution aux membres du capital social de l'institution.

Le Cercle coopératif communiste est finalement inauguré le 8 janvier 1905 à l'avenue du Mail. Ses premiers locaux sont restreints, mais il est proche de la Brasserie Handwerck qui dispose de deux grandes salles. Dès le départ, la Société de Libre-Pensée, animée par Charles Fulpius, y organise le dimanche matin des cours de morale sociale destinés aux enfants. Un magasin de denrées à bon marché y est également établi qui écoulera notamment des produits de première nécessité (légumes, combustibles, etc.), ou même issus du mouvement coopératif comme le vin des producteurs associés de Maraussan, dans le sud-ouest de la France.

Le président Wyss est omniprésent dans les activités du Cercle. Il trouve là un nouvel et précieux espace pour formuler ses multiples propositions de réformes sociales. Pour ne prendre qu'un exemple qui n'est pas le plus anodin, il convoque et anime lui-même une assemblée féminine pour promouvoir l'idée d'un groupe de femmes coopératrices²⁰. Cette initiative aura d'ailleurs un aboutissement relatif puisqu'un tel groupe apparaît plus tard dans quelques annonces de soirées récréatives ou culturelles qu'il organisera.

En février 1906²¹, après une année d'activité du Cercle, Wyss propose deux innovations: la création d'une école de militants et celle d'une boulangerie communiste. Si le premier projet annonce la future Université ouvrière, le second sera quant à lui la cause principale de l'échec final de l'expérience. En tout cas, la naissance même de cette boulangerie est déjà très fastidieuse puisqu'elle implique la constitution d'un important fonds de garantie à partir d'une souscription qui n'obtient pas tout le succès escompté²².

En attendant, en mars 1907, on introduit une assurance-maladie réservée aux consommateurs du Cercle: ceux qui auront dépensé 365 francs en l'espace d'une année en s'approvisionnant au Cercle auront droit à un franc par jour d'indemnité en cas d'incapacité de travail. La future boulangerie sera bien sûr intégrée à ce système.

Ladite boulangerie est finalement inaugurée le 20 août 1907 dans un local de la rue des Tramways, à la Jonction. Des conditions de travail socialement acceptables y ont été négociées en liaison avec le syndicat du secteur, et ce d'autant plus que les ouvriers boulangers sont alors en lutte pour diminuer leurs horaires de travail. Le Dr Wyss avait d'ailleurs bien insisté dans son éditorial du 13 juillet 1907 sur le fait que les ouvriers de la boulangerie ne sont pas des salariés mais des coopérateurs, «*des associés qui doivent avoir leur mot à dire et leur légitime influence à exercer dans les affaires de l'œuvre commune d'émancipation économique*». La mise en application de ces principes ne va pourtant pas manquer de poser des problèmes.

En 1908, une nouvelle étape est franchie avec la décision de déménager le Cercle à la Brasserie des Casernes, dont le gérant souhaitait remettre les locaux. Cela entraîne d'importants frais supplémentaires, mais permettra de répondre aux demandes toujours plus nombreuses des sociétés ouvrières en matière de salles de réunion. Le tournant qui est décidé est pourtant capital: il faut désormais que l'institution

20 Voir son article dans *Le Peuple* du 23 mai 1905.

21 *Le Peuple de Genève*, 9 et 12 février 1906.

22 Voir *Le Peuple Suisse* du 6 juillet 1907 où l'on apprend qu'il manque encore 5'000 francs pour constituer le fonds de garantie.

s'ouvre, qu'elle ne soit plus seulement un instrument à disposition du monde socialiste, mais un lieu véritablement ouvert à tous les courants du mouvement ouvrier, et notamment aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes. Or, à la même époque, la polémique est vive entre *La Voix du Peuple*, journal syndicaliste romand où s'expriment de nombreux Genevois, et le président du Cercle, accusé par exemple de fonder toutes sortes d'associations pour le seul plaisir de les présider²³.

L'inauguration, en septembre 1908, de la Maison du Peuple de la rue Dubois-Melly n'est donc pas sans risque, elle relève du pari, si ce n'est de la fuite en avant: «*Evidemment qu'il y a, chez nous, parfois des divergences. C'est comme dans une nombreuse famille, les membres de la même famille ne sont pas toujours d'accord*»²⁴. Elle est aussi un moment de triomphe personnel pour Adrien Wyss, qui sera au centre de toute la cérémonie.

Il n'est pas possible de décrire ici toutes les activités qui se sont développées dans la Maison du Peuple. Avec 1'000 membres individuels et une cinquantaine de collectifs, l'Association va promouvoir trois services coopératifs: la boulangerie-épicerie, un restaurant populaire, une pension ouvrière. Les salles de réunion vont y être très utilisées, et l'on peut souligner que les milieux anarchistes les fréquenteront régulièrement à partir de 1909, ce qui ne manquera pas de provoquer des tensions. Au cours des hivers 1909-1910 et 1910-1911, l'Université Ouvrière²⁵ y organisera des cycles de conférences portant sur des questions générales et sociales, avec notamment l'invitation de personnalités importantes du mouvement ouvrier international comme Charles Rappoport. L'hiver suivant, par contre, ces cours se tiendront dans d'autres lieux.

En réalité, nous entrons ici dans une phase nouvelle de l'expérience menée par le Dr Wyss, celle de son déclin, qui est beaucoup plus difficile à reconstruire à partir de la presse. Déjà, lors de l'inauguration de la Maison du Peuple, on apprend furtivement que les débuts de la

23 *La Voix du Peuple*, éditions des 28 mars, 4 et 11 avril 1908.

24 Extrait du discours du Dr Wyss lors de l'inauguration de la Maison du Peuple, in *Le Peuple Suisse*, 9 septembre 1909.

25 Robert Dottrens, *op. cit.*, a évoqué la création au cours de l'été 1905 d'une Ecole ouvrière, ce qui explique que l'actuelle Université ouvrière se considère comme née à cette date. Malheureusement, l'auteur n'a pas cité ses sources et nous n'avons pas trouvé trace d'une telle fondation dans la presse concernée de l'époque. En revanche, *Le Peuple Suisse* a publié de nombreuses données concernant une Université Ouvrière née en juillet 1909, en lien avec d'autres structures analogues de Suisse romande (voir les éditions des 18 décembre 1909, 27 août et 5 novembre 1910).

boulangerie ont été catastrophiques, que le personnel n'a pas été à la hauteur. Plus tard, on note aussi que les changements de gérant se sont succédés au Cercle comme à la Maison du Peuple, motivés par des raisons de santé, ou une surcharge de travail.

L'année 1909 semble consacrée à une tentative de mise sur pied d'une Société auxiliaire qui aurait pu permettre un nouvel appel de fonds pour la boulangerie; mais il n'en est question qu'en termes de projet. Enfin, et c'est le plus significatif, un certain silence vient progressivement s'instaurer autour de la Maison du Peuple entre 1910 et 1912: moins de publicité, moins d'annonces de réunions et surtout moins de rapports d'activités, si ce n'est quelques entrefilets se voulant rassurants sans entrer dans le moindre détail. L'historien en est donc réduit à supposer l'existence de conflits et la dégradation de la situation. Toujours est-il que la rédaction du *Peuple* quitte la Maison du Peuple en juin 1912 et qu'il semble bien que cette dernière n'ait dès lors plus été qu'un établissement public comme les autres jusqu'au début de la guerre, même si elle a encore été fréquentée par les groupes anarchistes.

Quant à Adrien Wyss, il entre alors dans un moment de désillusion que ses nécrologues décriront comme particulièrement sombre. Là encore, nous ne disposons que d'indices, mais ils sont révélateurs. Les interventions du médecin au Grand Conseil vont se réduire au strict minimum dès 1910, son dernier projet de loi déposé étant celui, victorieux, pour l'éligibilité des femmes aux tribunaux de prud'hommes. Il ne sera même plus présent aux séances au cours de l'automne 1913, après quoi il ne se représentera pas. Ses articles dans la presse socialiste vont également se raréfier. Quant à son engagement coopératif, une lettre au *Peuple* du 11 mai 1912 nous apprend qu'il a fondé et préside une *Nouvelle Société coopérative de la Maison du Peuple de Genève (Boulangerie coopérative)*:

«Etant une coopérative, notre société reste neutre vis-à-vis des groupements politiques et religieux. Elle n'a aucune connexion avec le café-brasserie qui porte encore le nom de Maison du Peuple.»

La nouvelle Société du Dr Wyss prévoit en plus une ristourne aux sociétaires égale à 60% du bénéfice net. Il a donc largement renoncé à ses idéaux socialistes en matière de coopération. En outre, c'est à la même époque que des personnalités socialistes s'investissent, par l'intermédiaire d'une «Ligue des Coopérateurs», dans la section genevoise de la Société Coopérative Suisse de Consommation pour la rendre plus démocratique et plus efficace contre la vie chère. On mesure là combien Wyss se retrouve alors marginalisé.

Epilogue et conclusion

Dans une lettre publiée le 7 novembre 1922 par *Le Travail*, Adrien Wyss évoquera lui-même cette période difficile:

«Ma retraite de la politique militante socialiste, survenue il y a une dizaine d'années, pour d'impérieux motifs de santé et une situation matérielle difficile (le socialisme n'enrichit pas) n'a en rien modifié mes convictions politiques», écrira-t-il.

Dans une lettre précédente que le Dr Wyss avait écrite le 20 juin 1919 à son fils, le Dr Fernand Wyss-Chodat²⁶, il évoque la force morale qui est nécessaire dans la vie, qui est «*un don de Dieu*», et dont ont été particulièrement dotés Nicolas de Flüe ou le Christ. Il rejette l'idée du suicide comme un acte de lâcheté, tout en insistant lourdement sur ce thème, et donne l'impression de reprendre courage après une période difficile. Cette lettre n'est certes pas aussi explicite qu'on aurait pu l'espérer, mais elle confirme bien la crise qu'Adrien Wyss a alors dû surmonter. Par ailleurs, elle nous apprend que, durant sa jeunesse, il s'était fâché avec ses deux frères pour des questions financières relatives à sa bourse d'études et que «*dès lors la séparation fut complète*» avec ses parents. Autant dire que ses rapports avec l'argent n'ont jamais été faciles au cours de sa vie.

Cette désillusion après la faillite de la boulangerie va sans doute se trouver renforcée par les difficultés et la scission du socialisme genevois au cours de la Première Guerre mondiale. Elle connaîtra encore un rebondissement anecdotique au cours de l'entre-deux-guerres. En effet, si Adrien Wyss restera fidèle à ses idées socialistes, au point que Léon Nicole lui-même lui rendra hommage sur sa tombe, il va écrire à deux reprises, en 1922 et 1925, des lettres de félicitation à Mussolini, l'homme qu'il avait défendu au Grand Conseil²⁷. Dans la seconde, il saluera en particulier la sorte de «*parlement du travail*» qui allait selon lui obliger patrons et ouvriers italiens à «*participer à la vie politique*». Il est vrai que cette disponibilité envers la solution corporatiste dans sa

26 Une copie de ce document nous a été transmise par Marc Vuilleumier, que nous remercions.

27 La lettre du 6 novembre 1922 est publiée dans *La Suisse*, et Wyss se justifie le lendemain dans *Le Travail*: il n'approuve pas les principes du fascisme, mais «*il fallait un homme capable, par son intelligence, son endurance, sa volonté, son audace, d'électriser les foules et de prendre en mains le gouvernement*». Celle du 16 octobre 1925 nous est connue parce que Wyss lui-même en fait état, pour la regretter, dans *Le Travail* du 17 septembre 1935.

version moderniste était déjà présente chez lui le 22 octobre 1902 lorsqu'il proposait dans *Le Peuple* de transformer le Conseil des Etats en «*Conseil législatif économique*» élu par des «*électeurs professionnels*».

En septembre 1935, au crépuscule de sa vie, le toujours *Dr* Adrien Wyss publiera une série d'articles contre le fascisme où il regrettera les illusions qu'il s'était faites à propos du Duce. Cette honnêteté par laquelle il rappelle l'une de ses erreurs politiques est évidemment tout à son honneur.

Si nous voyons l'activité politique de Wyss s'interrompre dans le contexte de la faillite de la Maison du Peuple, nous avons déjà relevé qu'il n'en était rien au niveau de sa pratique médicale et de son engagement associatif dans ce domaine. Il est vrai aussi que, pour lui, il n'y avait guère d'autres moyens qu'une pratique professionnelle soutenue pour faire face aux dettes et aux ennuis financiers consécutifs à son engagement social.

Pour tenter de dresser un bilan plus général du parcours public d'Adrien Wyss, nous pouvons souligner combien ce personnage est singulier, original, sans doute unique. Il a eu des faiblesses, probablement de graves crises personnelles, et il a été inconstant dans son engagement. Il a créé des structures auxquelles on a fini par l'identifier: les Samaritains, le Cercle communiste, la Maison du Peuple. Il n'est sans doute pas une personnalité vraiment typique du mouvement ouvrier genevois, de par ses traits si particuliers, mais nous pouvons par contre nous demander en quoi son originalité peut être révélatrice d'une réalité plus générale de ce mouvement social et de ses valeurs.

Ses oscillations politiques, sa tentative de conciliation entre mouvement anarchiste et participation socialiste à l'Etat bourgeois, ses références au «communisme», au sens originel du terme, en même temps que sa pratique réformiste concrète et immédiate, tout cela témoigne d'une période historique du socialisme antérieure à la déflagration de la Grande Guerre où les points de vue n'étaient pas encore fixés, où les dialogues, fussent-ils enflammés, étaient parfois encore possibles dans une même structure, et non sans une certaine dose de confusion.

Par ailleurs, l'itinéraire de Wyss n'est pas sans rappeler la difficile émancipation, à Genève, du socialisme à l'égard du radicalisme, du mouvement ouvrier à l'égard de la bourgeoisie la plus éclairée. Le *Dr* Wyss, ancien député radical, exerce une profession libérale. Il a fréquenté la Société de Zofingue et est capitaine dans l'armée, son éducation chrétienne a sans doute influencé son grand intérêt pour la collectivité. Il n'est en fin de compte satisfait ni de son engagement philanthropique qui ne permet pas de faire avancer sérieusement la question sociale, ni de son engagement politique qui manque d'une

dimension concrète et immédiate et le confronte à de stériles conflits de personnes et de tendances. Le fait d'avoir exercé simultanément ses activités dans ces deux créneaux si différents, de n'avoir su ni les articuler ni les rendre étroitement complémentaires, explique peut-être les échecs et les déceptions qui ont marqué son existence. Sans doute aurait-il été davantage à son aise dans le contexte d'un mouvement ouvrier plus développé quantitativement et qualitativement, mieux organisé et davantage déterminé. Cela dit, il n'en aurait pas été pour autant un révolutionnaire ou un véritable homme de rupture, bien au contraire.

D'une manière générale, le Dr Wyss fait figure de pionnier quant à la promotion d'une culture et d'une sociabilité ouvrières; comme médecin et comme militant, il s'est exprimé avec clarté sur de nombreux thèmes relatifs aux valeurs du mouvement ouvrier (par exemple l'absinthe et l'alcool qui nuisent aux ouvriers, la prostitution qui est un fléau social et dont la réglementation ne résout rien, l'enseignement qu'il faut diversifier, les femmes qui doivent conquérir des droits nouveaux, etc.). Il en a déduit qu'il fallait avant tout résoudre la question sociale. Plus qu'une cohérence politique stratégique, il a développé une vision éclairée et assez complète de la société et des réformes nécessaires pour son progrès. Il a en quelque sorte montré ce qu'aurait pu être l'œuvre pionnière d'un mouvement socialiste réformiste beaucoup plus fort et avancé. Il a annoncé les efforts d'intégration et de cohésion sociales qui seront entrepris, beaucoup plus tard, et avec les résistances que l'on sait, par les fractions les plus éclairées de la bourgeoisie, sous la pression de mobilisations ouvrières. Et, sur ce point, particulièrement dans le domaine des assurances sociales, l'histoire ne lui a pas donné tort.

Ni complètement dans l'ombre, ni vraiment de premier plan, Adrien Wyss a finalement créé une Association samaritaine qui existe encore aujourd'hui avant d'essuyer, dans un autre domaine, un échec incontestable pour une structure qu'il avait tenue à bout de bras. Cette dernière expérience, qu'on l'appelle Cercle communiste ou Maison du Peuple, a pourtant duré quelques années; et peut-être est-elle même l'emblème des limites d'un socialisme et d'un mouvement ouvrier genevois d'avant-guerre plus balbutiants qu'il n'y paraît au premier abord. Il vaut donc sans doute la peine qu'elle soit plus présente dans notre mémoire collective.